

E-Change, le futur parti francophone

- Ils sont une dizaine et ils ont pour ambition de proposer une nouvelle offre politique aux francophones.
- Objectif : les législatives de 2019.
- Mais le “coup” de Benoît Lutgen leur complique la tâche.

Ils y travaillent depuis des mois, ils se voient dans le plus grand secret. La rumeur courait. Plusieurs articles ont été publiés dans la presse qui tournaient autour mais sans jamais percer le mystère... Désormais, nous sommes en mesure de dévoiler le projet très concret de création d'une nouvelle offre politique en Belgique francophone avant les prochaines élections de 2019 et les visages bien connus qui se cachent derrière. Un projet qui, d'ailleurs, a pu influencer Benoît Lutgen, président du CDH, à lancer son appel du 19 juin dernier pour une grande recomposition politique.

Tout part de Javaux

Tout part d'un groupe de réflexion qui s'appelle "E-Change". Créé à la fin janvier 2017, il réunit des acteurs politiques de plusieurs formations mais également des poids lourds du monde économique. A l'initiative d'E-Change, il y a un duo intellectuellement bien armé : **Jean-Michel Javaux**, l'ancien coprésident d'Ecolo, connu pour ses positions très centristes, ses convictions catholiques et monarchistes, son intérêt pour le monde de l'entreprise; et **Laurent de Briey**, le chef de cabinet de la ministre de l'Enseignement, **Marie-Martine Schyns** (CDH).

Wathelet, le come-back ?

A ces deux noms sont venus se greffer des déci-

En coulisses

Lutgen au courant depuis le départ

Une vieille histoire. L'aventure menée par Jean-Michel Javaux a germé en 2014, déjà, après le choc des élections. Benoît Lutgen, président du CDH, avait discuté de l'opportunité de créer une nouvelle formation centriste avec Jean-Michel Javaux dont il est proche. L'idée avait fait son chemin jusqu'au lancement des travaux d'E-Change. Dont Benoît Lutgen était absent, étant donné ses fonctions à la tête du CDH. Il était toutefois tenu au courant de l'évolution de ce parti en gestation. Mais, depuis le 19 juin, les cartes ont été rebattues. **F.C.**

deurs importants. On trouve notamment **Melchior Wathelet**, ex-ministre CDH qui a quitté la vie politique pour prendre la tête d'une société informatique spécialisée dans le secteur de la santé. Une réunion E-Change était d'ailleurs prévue à son domicile schaarbeekois mardi soir. Souhaiterait-il remplir dans un autre parti que le CDH, à terme ? Possible. Mais il n'a pas donné suite à nos demandes de confirmation. La compagne et ancienne porte-parole de Melchior Wathelet fait également partie de l'aventure.

Allez, qui d'autre ? Il y a du beau linge. **Alda Greoli** (CDH), l'actuelle ministre de la Culture en Fédération Wallonie-Bruxelles et ancienne secrétaire nationale de la Mutualité chrétienne. Autre personnage politique très important : **Didier Gosuin** (Défi), ministre bruxellois de l'Economie, fait également partie d'E-Change. Il souhaitait surtout être associé à la réflexion politique liée à cette initiative.

Le président du Standard

D'autres personnalités moins politiques se sont jointes à la réflexion d'E-Change, qui porte essentiellement sur la gouvernance, la manière la plus efficace de gérer la chose publique en toute transparence. **Bruno Venanzi**, administrateur de la société Lampiris et président du Standard de Liège, est ainsi

associé au groupe de réflexion. **Baudouin Meu-**

En fonction de leurs spécialités respectives, les membres du groupe de travail E-Change ont été chargés d'un thème.

nier, ex-membre du comité de direction de bpost et de Belgacom, fait également partie de ce petit club. Il est désormais le manager des cliniques Mont-Godinne. Il y a un peu plus d'un an, avec d'autres patrons, il avait lancé dans les médias un appel aux gestionnaires politiques pour qu'ils reprennent en main un pays qui ne semblait plus fonctionner.

A la liste, ajoutons encore **Opaline Meunier**, la présidente de l'Unecof (l'Union des étudiants de la Communauté française), et **Edoardo Traversa**, conseiller communal CDH à Etterbeek et professeur à l'UCL dans le domaine du droit fiscal. On trouve enfin un nom issu du monde des médias : **Corinne Boulangier**, la directrice de La Première (la radio de la RTBF), est également associée.

Refus d'Eric Domb

D'autres personnalités ont été approchées mais ne sont pas restées dans E-Change ou n'ont pas voulu en faire partie. Notamment Eric Domb, le patron de Pairs Daiza, ou encore Frédéric Jacquet, l'ancien chef de cabinet de Sabine Laruelle (MR) lorsqu'elle était ministre au fédéral.

Voilà pour les noms. Quelle est la philosophie derrière l'initiative ? E-Change part du principe que notre démocratie doit être repensée et que le paysage politique francophone va finir par se recomposer en raison de l'émergence du PTB, de la faiblesse du CDH, etc. Le groupe de réflexion fonctionne par grandes thématiques, démarchant notamment auprès du monde associatif. Il s'agit de

définir une véritable batterie de propositions à traduire, le cas échéant, dans un nouveau parti politique.

Plutôt au centre-centre gauche

"A ce stade, rien n'est tranché mais ces dernières semaines la piste de la création d'un mouvement politique sur la base de E-Change est devenue plus claire", confie une source bien informée. Le groupe se réunit une fois par mois. La tendance politique est plutôt de centre-centre gauche, avec quelques préoccupations majeures telles que la gouvernance, la sécurité sociale, l'environnement, la justice, la fiscalité, la transition énergétique, l'éducation... En fonction de leurs spécialités respectives, les membres du groupe de travail ont été chargés d'un thème.

Frédéric Chardon

L'appel du 19 juin de Lutgen complique la vie d'E-Change

Le groupe E-Change fait désormais face à un sérieux problème qui pourrait tout compromettre. La stratégie des petits pas jusqu'aux législatives de 2019 a été bouleversée, le 19 juin dernier, par l'appel de Benoît Lutgen à rejeter le PS dans l'opposition partout. Le débat qui a suivi sur la gouvernance et la recomposition politique qui pourrait, à terme, être causée par le "coup" du président du CDH, ont rebattu les cartes. La métamorphose du think tank E-Change en un vrai parti politique destiné à bousculer l'échiquier est donc reportée à... plus tard. Et pourrait même ne jamais advenir.

Benoît Lutgen avait été mis au courant de l'existence d'E-Change. Et la menace de la création d'un nouveau mouvement centriste autour de Jean-Michel Javaux et de certains CDH n'aurait évidemment pas arrangé les affaires des humanistes déjà mal en point dans les sondages. Dans la réflexion solitaire qui a amené Benoît Lutgen à débrancher la prise dans les entités fédérées, l'hypothèse du lancement d'E-Change sous la forme d'une nouvelle formation a joué.

La donne a donc changé il y a bientôt un mois. Les membres d'E-Change ne peuvent plus, dans les circonstances actuelles, arriver sur la scène médiatique et politique avec un message de renouveau alors que l'on ne parle que de cela depuis plusieurs semaines au sein des partis existants. On se souviendra que, à la suite de l'appel de Benoît Lutgen à rejeter les socialistes dans les entités fédérées, Ecolo et Défi avaient im-

mediatement imposé un calendrier de discussions en matière d'éthique politique et de gouvernance. De quoi couper les pattes à E-Change...

Une grande recomposition dans l'air

Plus généralement, du côté francophone, toutes les cartes sont en train d'être rebattues. Le PS se prend tôle sur tôle dans les sondages et va devoir se réinventer, le PTB explose, le CDH a fait le choix historique de jouer avec les libéraux plutôt qu'avec les socialistes... "Il va y avoir de grandes recompositions politiques du côté francophone, prédit une source politique bien informée. E-Change a un sérieux problème de timing."

F.C.

"Il va y avoir de grandes recompositions politiques du côté francophone. E-Change a un sérieux problème de timing."

Une source politique